

Bolloré et Berlusconi s'allient pour créer un « Netflix européen »

► Vivendi et Mediaset concluent un accord d'échange de participations et formeront une plate-forme de vidéos à la demande

Comment combattre Netflix, cette pieuvre américaine de la télévision à la demande, qui séduit de plus en plus en Europe? Après des mois de discussions, Vincent Bolloré et Silvio Berlusconi ont décidé de s'unir pour faire émerger un « Netflix européen », aussi puissant dans la distribution que dans la production de contenus. Ils ont fort à faire. Leur grand rival américain compte 75 millions d'abonnés dans le monde et a prévu de dépenser cette année 6 milliards de dollars (5,3 milliards d'euros)

dans la production de contenus exclusifs. Pour sceller leur partenariat, les deux groupes ont annoncé, vendredi 8 avril, un échange de participations. Vivendi, présidé par Vincent Bolloré, va entrer à hauteur de 3,5% dans Mediaset, dont un tiers du capital est détenu par M. Berlusconi. En parallèle, Vivendi reprendra 100% de Mediaset Premium, le bouquet de télévision payante, propriété à 89% de Mediaset et à 11% de Telefonica. L'opération, qui valorise Mediaset Premium à 800 millions d'euros, sera essen-

tiellement acquittée par échange de titres. Mediaset profite de cette occasion pour entrer à hauteur de 3,5% dans le capital de Vivendi. Ainsi, le groupe de médias de l'ancien président du conseil italien devient le premier actionnaire industriel de Vivendi derrière le groupe Bolloré. Symbole de cette coopération future, Pier Silvio Berlusconi, fils de Silvio Berlusconi, actuel dirigeant de Mediaset, rejoindra le conseil d'administration de Vivendi.

SANDRINE CASSINI
ET PHILIPPE RIDET (À ROME)
→ LIRE LA SUITE PAGE 8

Vivendi et Mediaset unis pour contrer Netflix

Les groupes français et italien ont annoncé vendredi 8 avril un échange de participations à hauteur de 3,5%

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Inversement, un administrateur du géant français des médias siègera au conseil de Mediaset. Il s'agira soit d'Arnaud de Puyfontaine, actuel président du directoire, soit de Yannick Bolloré, fils de Vincent Bolloré.

Ensemble, Vincent Bolloré et Silvio Berlusconi, qui se connaissent de longue date, espèrent se faire une place de choix dans le paysage européen audiovisuel. Dans la télévision payante d'abord, où les deux groupes ne sont pas en très bonne posture. Centre névralgique de Vivendi, Canal+, qui compte 11 millions d'abonnés, dont 6 millions dans l'Hexagone, connaît d'importantes difficultés en France. Concurrencé dans le cinéma par Netflix et dans le sport par BeIN Sports, le groupe perd des clients depuis de nombreuses années. En 2015, ses pertes en France ont atteint 264 millions d'euros. Canal+ a déjà engagé une première riposte en signant un accord de distribution exclusive avec BeIN Sports.

En Italie, après une dizaine d'années d'existence, Mediaset Premium ne compte que 1,3 million

de clients, malgré 710 millions d'euros investis pour acheter les droits de la Ligue des champions, qui courent de 2015 à 2018. Le bouquet, lancé sous la houlette de Pier Silvio Berlusconi, se situe loin derrière les 4,7 millions de clients de Sky Italia, propriété de Rupert Murdoch. En acceptant l'offre de Vincent Bolloré, Silvio Berlusconi revoit ses ambitions à la baisse. En avril 2015, le magnat australo-américain des médias lui avait fait une offre de rachat de 1 milliard d'euros.

A eux deux, Vivendi et Mediaset comptent s'appuyer sur une plus large base de clientèle pour produire des contenus pour le marché international. Vivendi a déjà mis un coup d'accélérateur dans ce domaine. Le fleuron français a acquis 26% de Banijay, la société de production de Stéphane Courbit. Et StudioCanal, filiale de Canal+, vient d'entrer au capital de trois sociétés de production indépendantes. Il a racheté 33% du capital de l'espagnol Bambu Producciones, et 20% des britanniques Urban Myth Films et Sunny March TV.

Dans la distribution, les deux groupes vont donc développer

une plate-forme de vidéos à la demande, afin d'offrir une alternative aux majors devenues très dépendantes de Netflix. Pour cela, ils peuvent s'appuyer sur les ac-

tifs qu'ils possèdent déjà. Canal+ dispose de CanalPlay en France et de Watchever en Allemagne. Mediaset a lancé Infinity il y a un an en Italie, et a prévu de décliner la version espagnole en septembre. Un nom commun pour la future plate-forme devrait être trouvé d'ici à septembre.

Une proie attractive pour Bolloré

Une structure ad hoc sur le modèle d'Hulu, une plate-forme de vidéos américaine, devrait voir le jour. Vivendi et Mediaset en seraient les actionnaires majoritaires. Ils accueilleraient au tour de table deux majors américaines, qui prendraient des participations minoritaires. Des discussions auraient déjà été engagées avec Warner, Sony, Disney, Fox, etc. Mais le choix ne serait pas arrêté.

Au-delà de ce partenariat industriel, beaucoup considèrent l'arrivée de Vincent Bolloré dans Mediaset comme un prélude à une future prise de pouvoir du groupe

de télévision italien. En Italie, Mediaset fait figure de puissance locale. Ses trois chaînes gratuites (Italia 1, Canale 5 et Rete 4) rivalisent en termes d'audience avec la RAI et attirent 57 % du marché publicitaire. « *L'unique intérêt de Bolloré est de faire main basse sur Premium pour s'adjuger ensuite la totalité de Mediaset, vers qui converge la majorité du marché publicitaire italien* », écrivait même *La Repubblica* le 21 mars.

Pier Silvio Berlusconi a tenu à couper court aux rumeurs dès vendredi. « *Si vous demandez si cet accord est un premier pas vers un désengagement de la famille Berlusconi du secteur des communications, ma réponse est non* », a-t-il dit. L'accord entre les deux groupes prévoit que Vivendi ne puisse acheter aucune action Mediaset lors de la première année après la signature du contrat. La seconde et la troisième année, la participation du français dans Mediaset ne pourra être supérieure à 5 %.

Les deux groupes vont développer une plate-forme de vidéos à la demande, en incluant deux majors américaines

Et après ? Qui succédera à Silvio Berlusconi, qui fêtera ses 80 ans en septembre ? Fedele Confalonieri, meilleur ami, conseiller le plus écouté de l'ex-Cavaliere et président de Mediaset, approche, lui aussi, de ses 79 ans... Berlusconi, qui fut trois fois président du conseil entre 1994 et 2011, a-t-il encore besoin d'un empire à présent qu'il n'a plus d'avenir en politique ?

Mediaset, fondé en 1993, est contrôlé à 33,5 % par la holding financière Fininvest, elle-même déte-

nue par Silvio Berlusconi et ses cinq enfants, nés de deux mariages. Les deux aînés, Pier Silvio et Marina, dirigent respectivement Mediaset et Mondadori, le premier éditeur italien. Mais le patriarche s'est convaincu qu'aucun de ses héritiers n'avait les épaules assez larges ni assez de flair en affaires pour en assumer la gouvernance et la croissance.

C'est également fort de ce raisonnement politique que Matteo Renzi, le chef du gouvernement italien, qui a rencontré plusieurs fois Vincent Bolloré, n'a pas cherché à contrecarrer cette opération. Pour l'homme d'affaires breton, qui foule le sol italien depuis deux décennies, avec des participations dans Mediobanca et plus récemment dans Telecom Italia, le premier opérateur télécoms du pays, dont il s'est offert 25 % du capital, Mediaset apparaît comme une proie très attractive. ■

**SANDRINE CASSINI
ET PHILIPPE RIDET (À ROME)**